

RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ONUSIDA

25-27 juin 2019 | Genève, Suisse

Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA

Date de publication : 29 juillet 2019

RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF POUR LA 44^{ÈME} RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME DE L'ONUSIDA

Je remercie la Présidence.

Chers membres du Conseil de Coordination du Programme, amis et collègues, le Secrétaire général des Nations Unies m'a fait l'honneur de me confier la direction de l'ONUSIDA durant cette période de transition et je suis fière de vous présenter mon rapport en qualité de Directrice exécutive par intérim. Je me suis engagée auprès de nos agents et des personnes auxquelles nous fournissons nos services que nous maintiendrons la dynamique de la riposte au sida.

Michel Sidibé a apporté aux Nations Unies sa passion pour la justice sociale et l'inclusion pendant de très longues années et, notamment, la décennie durant laquelle il a servi en qualité de Directeur exécutif de l'ONUSIDA. Je lui suis profondément reconnaissante des encouragements qu'il m'a prodigués ainsi qu'à beaucoup d'autres dans différents domaines. J'apprécie la richesse des connaissances et de l'expérience qu'il apporte au débat mondial sur le développement, parallèlement à son attitude unique et audacieuse face aux défis qu'il faut relever courageusement. Je sais que nous pouvons compter sur la solidarité et l'activisme permanents de M. Sidibé tant que nous n'aurons pas atteint notre objectif commun de mettre un terme au sida. Joignez-vous à moi pour le remercier et le féliciter de sa nomination à la fonction de ministre de la Santé et des Affaires sociales du Mali.

Nous sommes désormais à un moment charnière pour le développement mondial et pour l'ONUSIDA. Je dirige l'organisation à une époque où nous concentrons tous nos efforts en vue d'atteindre les objectifs fixés pour 2020 et alors que la réforme du système de développement des Nations Unies se poursuit.

Certains pays et certaines régions ont accompli des progrès remarquables. Grâce à l'engagement collectif et au renforcement des capacités de suivi et d'information, nous disposons de connaissances de plus en plus sophistiquées de la nature diverse et en constante évolution des épidémies de VIH dans les pays et les régions, et de ce qui est nécessaire pour lutter contre celles-ci.

Les États membres se sont engagés à éradiquer les nouvelles infections à VIH chez les enfants, à atteindre les objectifs 90-90-90, à éliminer les inégalités entre les sexes et à mettre fin à toutes les formes de violence et de discrimination à l'encontre des femmes et des filles, des personnes vivant avec le VIH et des populations clés d'ici à la fin 2020.

J'étais à New York, aux États-Unis d'Amérique, plus tôt dans le mois pour l'examen de la question du sida lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je souhaite remercier les États membres pour leur engagement continu et pour avoir réaffirmé leur soutien aux travaux de l'ONUSIDA.

Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, *Stimuler les ambitions mondiales de mettre fin à l'épidémie de sida après une décennie de progrès*, fournit une vision à la fois des succès enregistrés à ce jour et des défis qui restent à relever à l'avenir.

Nous devons continuer de répondre aux besoins à court terme afin d'accélérer la mise en œuvre de la riposte pour atteindre les objectifs de l'initiative d'accélération – comme condition préalable à la pérennité de l'action – tout en mettant simultanément en place des solutions à long terme.

En Namibie, lors de la récente réunion des ministres de la Santé et de leurs homologues en charge du VIH de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), j'ai été témoin de nombreux exemples enthousiasmants de leadership. Sous la direction du Président de Namibie, la feuille de route de la SADC pour une riposte durable contre le VIH et le sida adaptée au plan régional a été élaborée pour accroître et dynamiser la responsabilité des États membres. Le leadership politique a un rôle essentiel à jouer, notamment en accordant la priorité aux changements de politiques qui accélèrent la mise en œuvre, luttent contre les inégalités et réduisent la stigmatisation. Le leadership politique joue aussi un rôle clé en mettant en place des solutions durables, en reliant la riposte au sida à la couverture universelle de santé et à d'autres engagements régionaux. En outre, les institutions régionales telles que la SADC sont essentielles pour consolider les solutions régies par les pays grâce à un renforcement de la gouvernance, de la responsabilité et de la transparence d'une riposte multisectorielle qui couvre différents Objectifs de développement durable.

J'ai été heureuse d'accueillir la Première dame du Kenya lors d'une réunion avec l'ensemble du personnel de l'ONUSIDA à Genève, en Suisse. Son discours sur l'initiative 'Beyond Zero' destinée à améliorer la santé maternelle et infantile, notamment via des services de prise en charge du VIH, en fournissant des soins de santé primaire aux communautés s'est révélé particulièrement inspirant.

Faire évoluer la loi pour créer des environnements juridiques protecteurs et habilitants peut avoir un impact positif sur la riposte au sida sans que l'on ait besoin de ressources financières majeures. Nous devons poursuivre les efforts que nous avons engagés pour éliminer la stigmatisation et la discrimination – de façon générale et dans le contexte du VIH – car elles empêchent nos initiatives d'atteindre tous ceux et toutes celles qui ont besoin d'informations, de services et de soins.

L'ONUSIDA a salué la décision de la Haute Cour du Botswana de déclarer inconstitutionnelles des dispositions clés du Code pénal du Botswana qui criminalisaient certains actes sexuels pratiqués en privé. La décision a restauré le droit à la vie privée, le respect et la dignité des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres du pays. J'ai été heureuse de me rendre au Botswana deux jours seulement après que cette décision historique ait été rendue et d'assister directement à son accueil par les communautés et les parties prenantes. Je souhaiterais féliciter le Président du Botswana pour son engagement en faveur de la santé de son peuple, avec le lancement de nouvelles stratégies de lutte contre le VIH et les maladies non transmissibles.

L'épidémie de sida a mis en lumière les lignes de faille de la société. Là où règnent inégalités, déséquilibre des pouvoirs, marginalisation, tabous et discrimination, le VIH prend le contrôle. À travers le monde, la société civile continue de mobiliser pour que la loi œuvre au profit de la riposte au sida et le corps judiciaire exerce son leadership. Il étend la protection des droits humains et un environnement habilitant pour la prévention, le

traitement, les soins et l'appui en rapport avec le VIH. Il s'agit de défis et d'obstacles que nous avons le pouvoir de relever et de dépasser.

Au Bélarus, j'ai vu à quoi peut ressembler une sensibilisation efficace des personnes qui consomment des drogues lorsque je me suis rendue dans un centre communautaire dirigé par l'organisation non gouvernementale Positive Movement. Cette dernière met en œuvre un projet pilote en partenariat avec le ministère de la Santé pour identifier des stratégies efficaces d'accès aux soins. Le centre fonctionne comme un guichet unique – proposant des tests de dépistage du VIH et de l'hépatite, un service d'échange d'aiguilles/de seringues et d'autres services de prévention du VIH. Il sensibilise davantage les personnes et leur donne un accès à diverses thérapies dont le traitement de substitution aux opiacés. Les individus qui consomment ou qui ont consommé des drogues sont formés pour être des conseillers pour leurs pairs.

Nous devons apporter un meilleur soutien aux communautés pour qu'elles puissent jouer les rôles importants qui sont les leurs dans la riposte au sida. Les personnes vivant avec le VIH et affectées par le virus, les populations clés, les femmes, les adolescents et les jeunes doivent participer de façon significative à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des programmes sociaux et sanitaires – afin que les ressources atteignent les individus et les lieux qui en ont le plus besoin, et que chacun se sente responsable d'agir.

Mettre fin au sida est un investissement vital qui rapporte considérablement plus qu'il ne coûte, et ce, à de nombreux égards différents et tant au plan financier qu'autrement. Les contributions des donateurs et nationales doivent continuer d'augmenter si nous voulons atteindre les niveaux de couverture des services visés par la Déclaration politique de 2016 sur la fin du sida, parallèlement à une amélioration permanente de l'efficacité et à des ripostes régies par les communautés.

J'étais il y a peu à Washington, DC, aux États-Unis d'Amérique, où j'ai rencontré des partenaires essentiels, ce qui m'a permis d'en apprendre davantage sur la riposte nationale au sida de ce pays. Je souhaite saluer l'engagement continu du Gouvernement des États-Unis par l'intermédiaire du Plan présidentiel d'urgence d'aide à la lutte contre le sida alors que nous poursuivons nos efforts pour atteindre notre objectif commun de mettre fin au sida.

La réalité est que de nombreux pays risquent de ne pas atteindre leurs objectifs fixés pour 2020. Nous devons redoubler d'efforts. Il ne nous reste que 18 mois et chaque jour compte pour atteindre ces objectifs essentiels. Pour moi, il est question des personnes, de celles qui n'ont pas encore accès à la prévention et au traitement, de celles qui deviennent infectées par le VIH alors même que nous savons comment prévenir de telles infections, et de celles qui continuent de mourir de causes évitables. Il est de notre responsabilité de faire changer cela.

L'ampleur des besoins non satisfaits – tant en termes de prévention que de traitement – reste substantielle. Les progrès sont inégaux entre les régions et les pays de même qu'au sein de ces derniers. Nous devons agir de toute urgence pour atteindre tous ceux actuellement laissés pour compte.

Nous sommes aussi malheureusement à une étape de la riposte mondiale au sida à laquelle la dynamique du changement risque de s'essouffler. Pour veiller à rester sur la bonne voie afin de mettre fin au sida à l'horizon 2030, nous avons besoin de financements adéquats et

prévisibles pour le développement. Il n'y a que comme cela que nous pourrions garantir la prospérité de la prochaine génération. Je suis particulièrement préoccupée par le fait que les filles restent confrontées à des obstacles qui bloquent leur éducation, leur formation et leur entrée dans la vie active. Ces obstacles rendent les filles plus vulnérables au VIH. Nous devons apprendre des adolescentes et des jeunes femmes, et investir sur elles, pour nous assurer qu'elles peuvent développer leurs connaissances, leur autonomie et leur liberté de faire leurs propres choix afin de définir leur vie et d'atteindre tout leur potentiel. De surcroît, toutes les femmes et les filles devraient être à l'abri des violences sexistes et avoir accès aux droits et aux services de santé sexuelle et reproductive.

Si nous ne pouvons pas changer le VIH, nous pouvons en revanche faire évoluer les comportements. Le changement de comportement doit être soutenu par d'importants efforts collectifs et commence en donnant aux personnes un accès aux connaissances, aux droits et au pouvoir – le pouvoir de changer.

Pour atteindre notre objectif de mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace de santé publique à l'horizon 2030, nous devons de toute urgence engager en amont des investissements et des efforts continus pour nous assurer que nous ciblons les zones et les populations les plus touchées, où qu'elles soient, en exploitant nos ressources de la façon la plus efficace et efficiente possible. Nous avons besoin d'une solidarité mondiale et d'une responsabilité partagée accrues – d'engagements supplémentaires des donateurs et nationaux qui nous aident à atteindre les objectifs d'investissement. Il sera important d'explorer de nouveaux partenariats entre le public et le privé, bien suivis et bien réglementés pour identifier des financements catalyseurs – notamment pour les innovations qui peuvent contribuer à accélérer les progrès et soutenir la pérennité des ripostes régies par les pays.

L'ONUSIDA continue de renforcer son partenariat de longue date avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le Fonds mondial) afin d'optimiser l'impact des investissements, de contribuer à des mécanismes de gouvernance solides et inclusifs à l'échelon des pays, et d'accélérer les ripostes centrées sur les personnes. Notre nouveau protocole d'accord avec le Fonds mondial tient compte de ces composantes fondamentales de notre partenariat, ce qui nous aidera aussi à suivre et à amplifier les résultats de notre collaboration.

La sixième conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial qui se tiendra en octobre 2019 sera essentielle pour garantir des engagements accrus des donateurs pour la période 2020-2022 et stimuler des investissements nationaux supplémentaires. L'ONUSIDA appuie massivement l'appel du Fonds mondial pour un engagement de 14 milliards de dollars lors de la prochaine conférence. Cet investissement aidera à sauver 16 millions de vies.

Parallèlement, je vous invite aussi, en tant qu'États membres, à faire le nécessaire pour que le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) de l'ONUSIDA soit à nouveau pleinement financé. Cela est essentiel pour exploiter tout le potentiel du Programme commun. Grâce à cet investissement, nous aidons les pays à maîtriser l'épidémie. Comme je viens de l'évoquer, n'oublions pas la distance significative qui sépare encore de nombreux pays de leurs objectifs. Depuis le début de cette année, l'ONUSIDA n'a

reçu que 33 millions de dollars, soit un tiers de ce que nous avons reçu à la même période durant les cinq années précédentes.

Le faible niveau de décaissement des contributions induit des problèmes de gestion de la trésorerie et fait planer un risque significatif sur la poursuite des activités de l'ONUSIDA. Je salue néanmoins et souhaite remercier les gouvernements avec lesquels nous avons conclu des accords pluriannuels, comme la Belgique, le Canada, Monaco et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et ceux avec qui nous commençons à mettre en œuvre ou renouvelons de tels accords pluriannuels de contributions volontaires, comme les Flandres, la Suisse et les Pays-Bas.

La fiabilité et la prévisibilité sont essentielles pour poursuivre les activités vitales de l'ONUSIDA. Une importante proportion des fonds de base du Programme commun est actuellement tributaire de cinq donateurs seulement, alors que l'épidémie progresse dans plus de 50 pays. Nous entreprenons des efforts pour élargir notre base de donateurs, mais je voudrais en appeler à nos partenaires de longue date pour qu'ils continuent d'être aux côtés de l'ONUSIDA et les remercier pour cela.

Un financement complet de l'UBRAF représente l'un des aspects de la stabilité qui offrira une plateforme solide pour aider le prochain Directeur exécutif à définir et promouvoir ses priorités en matière de leadership. Il permettra d'optimiser le soutien du Programme commun aux pays, conformément à notre nouveau modèle institutionnel, avec un ciblage des pays accru et bien aligné sur l'orientation globale de la réforme du système de développement des Nations Unies.

Le monde a évolué vers les Objectifs de développement durable et s'intéresse maintenant au système dans sa globalité, plutôt qu'à certains de ses aspects seulement. Cependant, le VIH est l'un des rares problèmes qui a, en tant que tel, survécu à l'ère des Objectifs du Millénaire pour le développement. Si nous voulons clore définitivement ce chapitre, nous devons continuer de nous focaliser sur le VIH afin d'éviter de nouvelles infections, de sauver des vies et de parvenir à maîtriser l'épidémie. De plus, à l'époque des thématiques de la couverture universelle de santé et de la santé pour tous, nous devons positionner la riposte de façon stratégique au sein d'un programme de santé plus vaste.

La réforme du système de développement des Nations Unies modifie fondamentalement la façon dont l'ONU travaille dans les pays et les régions, ainsi qu'au niveau mondial. Elle nous fait évoluer à juste titre vers un modèle régi par la demande dans lequel la proposition de valeur des Nations Unies et de l'ONUSIDA sera basée sur les priorités et les besoins des pays tels que décrits dans le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Cela implique que les agences devront développer des capacités plus souples pour accomplir leur mission, avec pour responsabilité de générer des résultats au sein d'un cadre couvrant l'ensemble du système. L'ONUSIDA s'est engagé à générer des gains d'efficacité, y compris par le biais de services communs.

Mesdames et messieurs, nous avons fini d'élaborer le Plan d'action de gestion pour un lieu de travail sain, équitable et propice pour tout le personnel de l'ONUSIDA et procédons aux changements requis. J'ai suspendu des décisions relatives aux ressources humaines qui concernent des membres de l'Équipe de haute direction et la structure du Secrétariat de

sorte que le nouveau Directeur exécutif ou la nouvelle Directrice exécutive dispose d'un maximum d'espace possible et puisse forger sa propre vision.

Je ne retarde toutefois pas les décisions qui sont essentielles pour le fonctionnement et la continuité de notre organisation afin que l'ONUSIDA ait un impact optimal pour les personnes vivant avec le VIH et affectées par le virus à travers le monde. Nous avons l'ambition de promouvoir en même temps la continuité et le changement – pour que notre organisation soit stable, mais ne stagne pas.

Mesdames et messieurs, je vous remercie de votre engagement. Cela étant dit, je suis de plus en plus préoccupée par le fait que cet engagement ne suscite pas de sentiment d'urgence. Nous devons mettre fin à cette épidémie. Je voudrais nous rappeler à tous que derrière chaque statistique, il y a un être humain. Durant ces trois jours de réunion, plus de 14 000 personnes seront nouvellement infectées par le VIH à travers le monde – dont 2 600 seront des adolescentes et des jeunes femmes. À la fin de notre réunion, 6 500 personnes de plus seront mortes de maladies liées au sida.

Pour conclure, je reste convaincue que nos travaux, durant ces trois jours, permettront d'établir un environnement solide et stable pour le nouveau Directeur exécutif, et de préparer le terrain pour que l'ONUSIDA ait encore plus d'impact. Le Programme commun doit accélérer les progrès des pays vers les objectifs fixés pour 2020, unir les partenaires pour élaborer la prochaine stratégie de l'ONUSIDA et rester au fait de l'évolution constante des épidémies de VIH et des transformations du paysage de la santé mondiale, de la coopération pour le développement et de la pérennisation des résultats.

À l'heure actuelle, le leadership du Conseil de Coordination du Programme est essentiel pour l'avenir de l'ONUSIDA et pour atteindre notre objectif commun de mettre fin à l'épidémie de sida à l'horizon 2030.

Je vous remercie.